

Appel à communications

Systemes énergétiques renouvelables en France et en Allemagne :
Analyse socio-économique, synergies et divergences.

Les 21 et 22 Octobre 2013

Misha, Strasbourg

L'Union européenne a développé une politique énergétique dont l'ambition affichée consiste à intégrer les pays membres dans un processus de transition énergétique. Cette feuille de route fixe comme objectif d'atteindre d'ici 2020 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie. Instruisant des modèles énergétiques différents, la comparaison entre l'Allemagne et la France illustre les forts déséquilibres de production et de développement des énergies renouvelables entre pays membres. Ainsi, l'Allemagne produit-elle en 2011 quasiment quatre fois plus d'électricité verte d'origine éolienne que la France, le double en énergie biomasse et dix fois plus d'énergie solaire. La question d'un développement inégal des énergies renouvelables entre pays et entre secteurs est liée à la problématique de leur diffusion, de leur réception et de leur traduction à l'échelle des territoires et des acteurs concernés. Pourquoi certains secteurs énergétiques sont-ils moins mobilisés, comme l'éolien dans certaines régions, au contraire d'autres, saturés ? Quels sont les modes de régulation qui introduisent les énergies renouvelables à l'échelle des territoires ? Comment s'organisent ces filières, mais aussi, à l'échelle des acteurs et de leur monde vécu, quelles sont les dynamiques sociales de réception et d'appropriation des innovations énergétiques ? Quelles sont les logiques sociales et économiques qui freinent ou, au contraire, soutiennent et encouragent la traduction des dispositifs technico-économiques ?

Nous posons comme postulat qu'un système énergétique ne relève pas exclusivement d'un choix technique mais introduit des dimensions sociales et économiques. Le modèle énergétique est alors pensé comme *un fait social total* (au sens de Dobigny) introduisant un rapport particulier à l'économie, à la technique, à la gouvernance et à la ressource. Une réflexion sur la transition énergétique requiert dès lors une approche systémique transversale et globale, afin d'analyser les interactions et les leviers/verrous régissant le fonctionnement des technologies liées aux énergies renouvelables, sur les plans technique, économique et social.

À partir de recherches ou de cas d'études qui alimenteront une analyse comparative entre la France et l'Allemagne, les communicants sont invités à mettre en perspective les modes d'introduction des énergies renouvelables et les formes d'appropriation qu'elles autorisent. En articulant les modes de régulation et les mécanismes de réception à l'échelle des acteurs et des

territoires concernés, les communications examineront la combinaison des dispositifs dans des espaces de pratiques, de représentations, des jeux d'acteurs. Elles pourront ainsi mettre en évidence des formes d'appropriation et de domestication différenciées résultant des dynamiques sociales à l'œuvre entre modes de régulation et récepteurs.

Au vu des logiques systémiques entre dynamiques économiques, sociales et techniques, et parmi d'autres regards possibles, une approche de « modélisation » semble tout à fait appropriée afin de caractériser les systèmes énergétiques français et allemand ainsi que leur évolution spatiale (ancrage territorial) et temporel (scenarii d'évolution des différentes filières énergétiques considérées d'ici 2030).

Les pistes de recherches de cette journée porteront ainsi sur :

- Modes d'introduction des dispositifs technico-économiques et intégration sociale

Les objectifs affichés par l'Union Européenne se traduisent dans un ensemble de dispositifs technico-économique visant à inciter la transition énergétique des pays membres. Le premier axe propose ainsi de mettre en perspective ces formes de régulation qui soutiennent l'introduction des énergies renouvelables et leur degré d'intégration ou d'adaptabilité sociale (cf. notamment les travaux de M.-C. Zelem). Les communications pourront interroger les conditions d'adaptabilité des techniques aux usagers auxquels elles s'adressent. Quelle place laissent ces dispositifs à des formes de domestication des enjeux énergétiques et à des possibilités d'une réflexion plus transversale sur les modes de vie ?

- Nouvelles formes d'inégalités écologiques

Des travaux consacrés aux formes émergentes d'inégalités environnementales ou de processus de « gentrification écologique » (au sens de Richard) sont également bienvenus. En effet, l'introduction des préoccupations environnementales n'est pas partagée par tous les acteurs et se heurte à des inégalités socio-économiques et culturelles. On peut alors s'interroger sur les différents niveaux d'appropriation et de maîtrise des discours et des pratiques écologiques, en outre, les acteurs ne disposent pas de capacités identiques à agir sur leur environnement ou leur cadre de vie. Dans la mesure où les nouveaux thèmes environnementaux sont perçus comme valorisés et valorisants, il serait pertinent d'examiner ces nouvelles formes d'inégalités qui excluraient certains acteurs de la possibilité de contribuer à la production de l'environnement comme bien commun.

- Construction de modèles de scénarios énergétiques

Des contributions portant sur des modèles d'analyse des systèmes énergétiques français et allemands sont également envisagées. L'accent notamment être mis sur les systèmes d'incitations en vigueur pour favoriser le développement des énergies renouvelables dans les deux pays. Par ailleurs, une approche systémique du point de vue technico-économique permettrait d'analyser l'intégration des technologies liées aux énergies nouvelles au sein de communautés urbaines, quartiers ou régions.

Les communications sont ouvertes aux enseignants-chercheurs, post-doctorants, doctorants provenant de diverses universités, mais aussi à des professionnels des collectivités territoriales et des experts des milieux associatifs. L'approche retenue est pluridisciplinaire et s'oriente notamment autour de la sociologie, la géographie, l'urbanisme, l'économie et les sciences politiques. Nous privilégierons un regard croisé entre recherche-action et expertise professionnelle.

Le **Comité scientifique** du colloque est composé d'enseignants-chercheurs des instituts et laboratoires des Universités partenaires du programme européen INTERREG IV « Plan ER » (2012-2015) portant sur les instruments de planification et d'acceptation sociale des énergies renouvelables dans le Rhin Supérieur.

Il comprend en particulier :

Balussou David, Doctorant, KIT, Karlsruhe Institute of Technology

Guillaume Christen, post-doctorant en sociologie, Institut d'urbanisme et d'aménagement régional (IUAR) / laboratoire SAGE, UMR 7363 CNRS-UdS

Wolf Fichtner, Prof. Dr. rer. pol., KIT

Isabelle Hajek, maître de conférences en sociologie, IUAR / SAGE, UdS

Philippe Hamman, professeur de sociologie, IUAR / SAGE, UdS

Mathias Jehling, doctorant, KIT

Joachim Vogt, Prof. Dr. Ing., KIT

Maurice Wintz, maître de conférences en sociologie, IUAR / SAGE, UdS

Des chercheurs des Universités de Strasbourg et de Karlsruhe associés au projet « Plan ER » animeront les sessions. Une douzaine de communications sont prévues (20 minutes de présentation et 20 minutes de questions et échanges).

Les propositions de communication sont attendues pour **le 25 Août** (sous la forme d'un document de 2 pages, incluant un titre, 5 mots clés, et les coordonnées des auteurs).

Les réponses seront adressées au 10 septembre.

Contact :

Guillaume Christen : christen@unistra.fr ; Mathias Jehling : mathias.jehling@kit.edu

Journée organisée avec le soutien des partenaires :

